



AUX INITIATEURS DE L'APPEL ALIMENTONS LES REGIONS

Paris, le 22 janvier 2010,

Chers amis,

Nous avons le plaisir de vous confirmer la signature par le Parti de Gauche de l'appel "Alimentons les Régions" que vous avez récemment lancé.

Le Parti de Gauche considère que **le modèle agricole actuel mène à une impasse susceptible de contribuer à une crise majeure de l'Humanité elle-même :**

- **d'une part, la satisfaction de l'ensemble des besoins alimentaires sera de plus en plus difficile**, du fait de la croissance démographique, de l'évolution des modes de consommation et de la dégradation des écosystèmes cultivés, conséquence du réchauffement climatique, des modes de production et de la concurrence des agro-carburants.
- **d'autre part, cette évolution accroîtra la crise sociale**. Les premières victimes des effets conjugués de la libéralisation de l'agriculture, de la concurrence de l'agriculture capitaliste et de la crise écologique continueront à être les paysanneries. Au delà, la misère humaine et la crise sociale pourraient s'approfondir avec une poursuite de l'exode rural, un développement des migrations forcées et des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles.

Pour le Parti de Gauche, doivent être menées au niveau mondial, européen et national et régional des politiques répondant à **l'intérêt général des générations actuelles et à venir**, visant à :

- garantir le droit à une alimentation de qualité pour tous. la priorité de l'agriculture doit être la production de biens alimentaires de qualité.
- permettre la viabilité économique et le développement humain des familles paysannes ; en France, assurer le renouvellement générationnel, favoriser l'installation d'agriculteurs,

- préserver et restaurer les écosystèmes dégradés,
- organiser la transition vers des modes de production et consommation économes en ressources non renouvelables, ce qui implique notamment une certaine relocalisation des productions.

Nous nous retrouvons donc parfaitement dans les constats et les propositions que vous faites. S'il doit être clair que nombre de questions doivent se résoudre à un niveau national, européen ou international, il est exact que la Région peut aussi être un point d'appui pour initier des dynamiques de ruptures avec les évolutions actuelles, notamment pour freiner la concentration du foncier, favoriser l'installation d'agriculteurs, développer l'agriculture biologique, promouvoir les circuits courts et le développement de l'économie sociale et solidaire dans les secteurs de la transformation et de la distribution de produits agricoles.

Bien amicalement,

Corinne Morel-Darleux
Secrétaire nationale au combat écologique

Elodie Vaxelaire
Secrétaire nationale à la planification écologique

Laurent Levard
Président de la Commission Agriculture